

RCS : LIMOGES Code greffe : 8701

Documents comptables

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

Le greffier du tribunal de commerce de LIMOGES atteste l'exactitude des informations transmises ci-après

Nature du document : Documents comptables (B-C)

Numéro de gestion : 1990 B 00125 Numéro SIREN : 377 573 514 Nom ou dénomination : LIMOUSINE DE GESTION ET D'INVESTISSEMENT
--

Ce dépôt a été enregistré le 03/08/2020 sous le numéro de dépôt 3136



KPMG S.A.
Limousin Vienne
Parc d'activités Romanet
25, rue Hubert Curien
CS 63 814
87038 Limoges Cedex 1
France

JPA Limoges
48 cours Gay Lussac
87000 Limoges

Groupe LGI

***Rapport des commissaires aux comptes sur les
comptes consolidés***

Exercice clos le 31 décembre 2019
Groupe LGI
123 route de Feytiat - 87000 Limoges
Ce rapport contient 28 pages



KPMG S.A.
Limousin Vienne
Parc d'activités Romanet
25, rue Hubert Curien
CS 63 814
87038 Limoges Cedex 1
France

JPA Limoges
48 cours Gay Lussac
87000 Limoges

Groupe LGI

Siège social : 123 route de Feytiat - 87000 Limoges
Capital social : € 300 000

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés

Exercice clos le 31 décembre 2019

A l'Assemblée Générale de la société LGI

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes consolidés de la société LGI relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2019, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Ces comptes ont été arrêtés par le Président le 3 avril 2020 sur la base des éléments disponibles à cette date dans un contexte évolutif de crise sanitaire liée au Covid-19.

Nous certifions que les comptes consolidés sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine, à la fin de l'exercice, de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} janvier 2019 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes consolidés de l'exercice.

- La note I de l'annexe des comptes consolidés expose les règles et méthodes comptables retenues par le groupe. Dans le cadre de notre appréciation des règles et principes comptables suivis par votre groupe, nous avons vérifié le caractère approprié des méthodes comptables précisées ci-dessus et des informations fournies dans cette note de l'annexe et nous nous sommes assurés de leur correcte application.
- La note I – 2 – 2 de l'annexe expose les règles et méthodes comptables relatives à l'amortissement des écarts d'acquisition positifs. Nous nous sommes assurés que le traitement retenu était conforme à l'application du règlement ANC 2015-07.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes consolidés pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes consolidés pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires des informations données dans le rapport sur la gestion du groupe du Président arrêté le 11 JUIN 2020.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés. S'agissant des événements survenus et des éléments connus postérieurement à la date d'arrêté du rapport de gestion relatifs aux effets de la crise liée au Covid-19, la direction nous a indiqué qu'ils feront l'objet d'une communication à l'assemblée générale appelée à statuer sur les comptes.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes consolidés

Il appartient à la direction d'établir des comptes consolidés présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes consolidés ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes consolidés, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le Président.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes consolidés. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes consolidés ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes



Groupe LGI
Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés
22 juin 2020

consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes consolidés et évalue si les comptes consolidés reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle ;
- concernant l'information financière des personnes ou entités comprises dans le périmètre de consolidation, il collecte des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour exprimer une opinion sur les comptes consolidés. Il est responsable de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit des comptes consolidés ainsi que de l'opinion exprimée sur ces comptes.

Les commissaires aux comptes,

Limoges, le 22 juin 2020
KPMG S.A.
Département de KPMG S.A.

Limoges, le 22 juin 2020
JPA Limoges

Sébastien Guérit
Associé

Richard Bonnet
Commissaire aux comptes

Bilan Consolidé Actif

	MONTANTS BRUTS	AMORT. & PROVISIONS	MONTANTS NETS N	MONTANTS N-1
Total Surveilleurs	2 411 442	277 669	2 133 773	2 153 254
Total Capital Souscrit N.A.				
1) Frais d'établissement				
2) Frais de recherche et développement				
3) Concess., brevets	104 703	70 636	34 067	8 798
4) Droit au bail	16 000		16 000	16 000
5) Fonds de commerce				
6) Autres immobilisations incorporelles				
7) Immobilisations incorporelles en cours				
8) Avances et acomptes				
Total Immo. Incorporelles	120 703	70 636	50 067	24 798
1) Terrains	78 901	53 052	25 849	32 066
2) Terrains en crédit bail				
3) Constructions	2 580 739	1 625 656	955 083	1 130 700
4) Constructions en crédit bail				
5) Installations techniques	1 896 578	1 608 661	287 917	311 029
6) Immobilisations techniques en crédit bail				
7) Autres immobilisations corporelles	2 764 159	1 818 579	945 580	1 037 725
8) Autres immobilisations corporelles en crédit bail				
9) Immeubles de placements				
10) Immobilisations corporelles en cours	40 611		40 611	13 989
11) Avances et acomptes				
Total Immo. corporelles	7 360 988	5 105 948	2 255 040	2 525 509
1) Tot. tit. partici. cons. IG & IP	400		400	100
2) Créances ratt. part. cons. IG & IP				
3) Créances ratt. part. non cons.	100 000		100 000	
4) Actifs financiers				
5) Autres immos. financières	439 229		439 229	462 080
Total Immo. Financières	539 629		539 629	462 180
Total Titres mis en équivalence				
TOTAL ACTIF IMMOBILISE	10 432 762	5 454 253	4 978 509	5 165 741
1) Stocks Matières Premières				
2) Stocks d'encours	92 781		92 781	33 958
3) Stocks de pds interm. & finis				
4) Stocks de marchandises	34 673 507	1 204 834	33 468 673	33 515 861
Total Stocks	34 766 288	1 204 834	33 561 454	33 549 819
1) Avances et acomptes versés	45 569		45 569	144 056
2) Clients et comptes rattachés	4 251 155	113 654	4 137 501	4 391 642
3) Créances sociales	13 852		13 852	505
4) Créances fiscales	375 930		375 930	339 319
Total Créances d'exploitation	4 686 506	113 654	4 572 852	4 875 522
1) Comptes courants débiteurs	1		1	
2) Créances sur cessions d'immos				30 200
3) Débiteurs divers	2 832 992		2 832 992	2 365 488
4) Instruments financiers dérivés				
5) Créances fiscales IS	735 387		735 387	732 472
6) Capital appelé non versé				
7) Compte de liaison actif				
8) Total comptes de régularisation	900 731		900 731	844 671
a) Charges constatées d'avance	704 554		704 554	572 476
b) Charges à répartir				
c) Impôt différé actif SOCIAL				
d) Impôt différé actif CONSO	196 174		196 174	272 183
e) Prime de rmbt des obligations				
f) Ecart de conversion actif	3		3	12
Total Créances diverses	4 469 111		4 469 111	3 972 831
1) Valeurs mobilières				
2) VMP / Actions propres				
3) Disponibilités	999 143		999 143	267 336
4) Instruments financiers				
Total Trésorerie	999 143		999 143	267 336
TOTAL ACTIF CIRCULANT	44 921 048	1 318 488	43 602 560	42 665 508
Activités cédées - Actif				
TOTAL ACTIF	55 353 810	6 772 741	48 581 069	47 831 249

Bilan Consolidé Passif

	MONTANTS N	MONTANTS N-1
1) Capital	300 000	300 000
2) Primes	517 787	517 787
3) Ecart de réévaluation		
4) Réserve légale	26 687	17 350
5) Réserve statutaire		
6) Réserves réglementées		
7) Autres réserves	215 839	38 433
8) Titres d'autocontrôle		
9) Réserves consolidées	6 860 657	6 761 525
10) Report à nouveau		
11) Acomptes sur dividendes		
12) Provisions réglementées		
13) Subventions		
CAPITAUX PROPRES EN VALEUR HISTORIQUE	7 920 970	7 635 095
1) Ecart conversion capitaux propres AN		
2) Ecart conversion capitaux propres de l'année		
3) Ecart de conversion cumulé zone Euro		
CAPITAL ET RESERVES	7 920 970	7 635 095
RESULTAT DE L'EXERCICE	180 518	285 876
Ecart de conversion sur le résultat		
CAPITAUX PROPRES - PART GROUPE	8 101 488	7 920 971
1) Résultat des minoritaires	16 362	1 363
2) Réserves des minoritaires	145 667	144 329
CAPITAUX PROPRES - MINORITAIRES	162 029	145 692
TOTAL CAPITAUX PROPRES	8 263 517	8 066 663
AUTRES FONDS PROPRES		
1) Provisions impôts différés sociaux		
2) Provision impôts différés conso.		
3) Provision pour risques & charges	39 234	39 234
<i>Dont Provisions pour risques des titres mis en équivalence</i>		
4) Ecart d'acquisition négatif		
PROVISIONS	39 234	39 234
1) Emprunts obligataires convertibles		
2) Autres emprunts obligataires		
3) Emprunts auprès établ. de crédit	6 225 003	4 612 364
4) Emprunts auprès établ. de crédit courants		
5) Dettes participation salariés		
6) Dettes financières diverses	7 441 227	371 524
7) Dettes financières crédit bail		
8) Concours bancaires courants	3 011 249	9 723 054
9) Instruments financiers		
10) Total ICNE	2 179	2 329
DETTE FINANCIERES	16 679 658	14 709 271
1) Fournisseurs	19 053 665	21 131 956
2) Avances et acomptes reçus / com.	947 173	383 210
3) Dettes sociales	1 639 681	1 672 405
4) Dettes fiscales	1 412 650	837 241
DETTE D'EXPLOITATION	23 053 169	24 024 812
1) Fournisseurs d'immobilisations		
2) Comptes courants créditeurs	76 743	487 056
3) Dettes fiscales (IS)		
4) Dettes diverses	335 082	234 650
5) Instruments financiers dérivés		
6) Compte de liaison passif	13	11
7) Produits constatés d'avance	133 653	269 552
8) Ecart de conversion passif		
DETTE DIVERSES	545 491	991 269
TOTAL DETTES	40 278 318	39 725 352
Activités cédées - Passif		
TOTAL PASSIF	48 581 069	47 831 249

Compte de Résultat Consolidé 1/2

	MONTANTS N	MONTANTS N-1
Ventes de marchandises	114 078 932	112 003 609
1) France	114 078 932	112 003 609
2) Etranger		
3) Impact des retraitements de marge		
Ventes de produits	373 165	423 329
1) France	373 165	423 329
2) Etranger		
3) Impact des retraitements de marge		
Ventes de travaux	7 560 292	6 738 681
1) France	7 560 292	6 738 681
2) Etranger		
Ventes de services	3 487 746	2 801 850
1) France	3 487 746	2 801 850
2) Etranger		
Location immeuble de placement		
1) France		
2) Etranger		
TOTAL CHIFFRE D'AFFAIRES	125 500 135	121 967 469
1) Production stockée	58 823	-7 834
2) Production immobilisée	1 497	6 308
3) Produits sur opérations à long terme		
4) Subventions d'exploitation	177 397	231 085
5) Reprises amort. et prov. d'exploitation	1 279 816	902 443
6) Autres produits d'exploitation	2 803	6 228
7) Transfert de charges d'exploitation	347 383	147 623
TOTAL PRODUITS D'EXPLOITATION	127 367 854	123 253 322
1) Achats matières 1ères & autres appro.	248 966	236 660
2) Variation stocks matières 1ères & aut. appro.		
3) Achats de sous-traitance	1 423 861	1 419 547
4) Achats non stockés, Matériel et Fournitures	995 275	1 062 629
5) Autres services extérieurs	3 555 012	3 475 683
6) Achats de marchandises	103 562 440	101 245 101
7) Variation stocks de marchandises	40 824	-1 624 308
8) Autres charges externes	3 204 349	3 139 671
9) Impôts, taxes et versements assimilés	1 256 695	1 290 866
10) Rémunération du personnel	7 846 980	7 960 465
11) Charges sociales	2 844 976	2 994 370
12) Participation des salariés		
13) Dotations amort. et prov. d'exploit.	1 833 755	1 716 724
14) Autres charges d'exploitation	5 995	29 912
TOTAL CHARGES D'EXPLOITATION	126 819 128	122 947 320
RESULTAT D'EXPLOITATION	548 726	306 002
Produits sur opérations en commun		
Charges sur opérations en commun		
1) Total des dividendes		16 169
2) Autres produits de participation		
3) Produits des autres immobilisations financières		
4) Revenus des autres créances et VMP	22 917	
5) Escomptes obtenus	107	102
6) Gains de change		
7) Produits nets sur cession de VMP		
8) Autres produits financiers	445	387
9) Reprises sur prov. et amort. financiers		
10) Transfert de charges financières		
TOTAL PRODUITS FINANCIERS	23 469	16 658

Compte de Résultat Consolidé 2/2

	MONTANTS N	MONTANTS N-1
1) Dotation aux prov. & amort. financiers		
2) Intérêts et charges financiers	300 709	307 018
3) Escomptes accordés		5
4) Pertes de change		
5) Charges nettes sur cession de VMP		
6) Coût du passage à l'EURO		
7) Autres charges financières	28 676	25 625
TOTAL CHARGES FINANCIERES	329 385	332 648
RESULTAT FINANCIER	-305 916	-315 990
Produits exceptionnels sur opérat° de gestion	984	10 530
Produits exceptionnels sur exerc. antérieurs	57 785	5 845
1) Produits de cession d'immo. incorporelles		30 200
2) Produits de cession d'immo. corporelles	3 596	8 542
3) Produits de cession des immeubles de placement		
4) Produits de cession d'immo. financières		345 570
5) Produits de cession des titres consolidés		
TOTAL PROD. CESSIION ELTS D'ACTIF	3 596	384 312
1) Subventions virées au résultat		
2) Autres produits exceptionnels	1 713	8 579
3) Reprise provisions réglementées		
4) Reprise prov. pour risques & charges except.		
5) Reprise prov. dépréciations except.		
6) Transfert de charges exceptionnelles		
7) Correction d'erreur		
TOTAL PRODUITS EXCEPTIONNELS	64 078	409 266
1) Charges exceptionnelles sur op. de gestion	17 476	30 047
2) Charges sur exercices antérieurs		
3) VNC des immo. incorporelles cédées		27 477
4) VNC des immo. corporelles cédées	3 597	7 538
5) VNC des immeubles de placement cédés		
6) VNC des immo. financières cédées		655
7) VNC des titres consolidés cédés		
TOTAL VNC DES ELTS D'ACTIF CEDES	3 597	35 670
1) Autres charges exceptionnelles	2 094	
2) Dotation provisions réglementées		
3) Dotation prov. pour risques & charges except.		
4) Dotation prov. dépréciations except.		36 000
5) Correction d'erreur		
TOTAL CHARGES EXCEPTIONNELLES	23 167	101 717
RESULTAT EXCEPTIONNEL	40 911	307 549
Impôts sur les bénéfices	-8 648	-6 800
Impôts différés	76 008	-2 359
RESULTAT NET DES SOCIETES INTEGREES	216 361	306 720
QUOTE PART RESULTAT M.E.Q.		
RESULTAT NET DES SOCIETES CEDEES		
Amortissement écart d'acquisition	19 481	19 481
RESULTAT DE L'ENSEMBLE CONSOLIDE	196 880	287 239
RESULTAT - PART DES MINORITAIRES	16 362	1 363
RESULTAT - PART DU GROUPE	180 518	285 876

	Nombre d'actions	Résultat net	Résultat par actions
Résultat de base par actions		180 518	
Résultat dilué par actions			
* Fond recueillis à la date d'émission		180 518	
* Méthode du rachat d'actions		180 518	
* Méthode du placement théorique		180 518	

TABLEAU DE FLUX (en milliers d'euros)	Montants nets au 31/12/2019	Montants nets au 31/12/2018	Montants nets au 31/12/2017	Montants nets au 31/12/2016
<u>FLUX DE TRESORERIE LIES A L'ACTIVITE</u>				
- Résultat net des sociétés intégrées	181	286	415	607
- Dividendes reçus des sociétés en équivalence				
- Dérive de résultat				
- Part des minoritaires dans le résultat des sociétés intégrées	16	1	84	16
- Mises en équivalence				
- Elimination des charges et produits sans incidence sur la trésorerie ou non liés à l'activité				
- Amortissements et provisions	579	585	467	375
- Variation des impôts différés	76	2	209	-17
- Plus values de cession	0	349	2	1
<i>Marge brute d'autofinancement des sociétés intégrées</i>	852	521	755	982
- Ecart de conversion sur la marge brute d'autofinancement				
- Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité	- 1 729	- 5 211	- 1 811	-2 383
FLUX NET DE TRESORERIE GENERE PAR L'ACTIVITE	- 877	- 4 690	- 1 056	-1 401
<u>FLUX DE TRESORERIE LIES AUX OPERATIONS D'INVESTISSEMENT</u>				
- Acquisition d'immobilisations incorp. et corp.	- 318	- 717	- 1 252	-783
- Acquisition d'immobilisations financières	- 102	- 187	12	-336
- Cession d'immobilisations incorp. et corp.	34	9	37	2
- Cession d'immobilisations financières	26	487	83	121
- Incidence des variations de périmètre	0			-280
FLUX NET DE TRESORERIE LIES AUX OPERATIONS D'INVESTISSEMENT	- 361	- 408	- 1 287	-1 276
<u>FLUX DE TRESORERIE LIES AUX OPERATIONS DE FINANCEMENT</u>				
- Dividendes versés aux actionnaires de la société mère			- 115	-100
- Dividendes versés aux minoritaires des sociétés intégrées				
- Augmentations de capital en numéraire				20
- Emissions d'emprunts	4 628	2 003	2 365	2 063
- Remboursements d'emprunts	- 1 618	- 1 424	- 1 323	-1 670
FLUX NET DE TRESORERIE LIES AUX OPERATIONS DE FINANCEMENT	3 010	579	927	313
VARIATION DE LA TRESORERIE	1 772	- 4 519	- 1 416	-2 363
Trésorerie à l'ouverture	- 9 456	- 4 937	- 3 521	-1 158
Trésorerie à la clôture	- 2 012	- 9 456	- 4 937	-3 521
Incidence des variations de présentation	5 672			

LGI

Annexes aux comptes consolidés au 31 décembre 2019

(Tous les montants sont exprimés en milliers d'euros)

I – Référentiel comptable, modalités de consolidation, méthodes et règles d'évaluation

I – 1. Référentiel comptable

Les comptes du Groupe sont consolidés dans le respect des principes comptables français et sont établis conformément aux dispositions de l'arrêté du 22 juin 1999 homologuant le règlement CRC n° 99-02.

I – 2. Modalités de consolidation

I – 2 – 1. Méthodes de consolidation

Les sociétés dans lesquelles le groupe exerce directement ou indirectement un contrôle exclusif sont consolidées par intégration globale.

Certaines participations répondant à ces critères, mais dont l'importance rapportée aux comptes consolidés n'est pas significative, ne sont pas consolidées. Les titres de ces sociétés et les autres titres de participation figurent pour leur prix d'acquisition, sous déduction le cas échéant des provisions appropriées.

Les sociétés sont consolidées sur la base de leurs comptes sociaux mis en harmonie avec les principes comptables retenus par le groupe.

Toutes les transactions significatives entre les sociétés consolidées sont éliminées.

I – 2 – 2. Ecart d'acquisition

L'écart de première consolidation constaté lors d'une prise de participation, égal à la différence, à la date d'acquisition, entre le prix d'achat des titres de participation et les capitaux propres retraités des sociétés achetées, est affecté aux postes appropriés du bilan consolidé, la partie non affectée étant inscrite soit à la rubrique écart d'acquisition à l'actif du bilan, soit en provision pour risques au passif.

Les écarts d'acquisition positifs des filiales consolidées sont amortis sur une durée de 15 ans à compter de la date effective d'acquisition.

Les écarts d'acquisition jugés non significatifs (inférieurs à 50 K€) font l'objet d'une reprise exceptionnelle ou d'une dotation immédiate.

L'application du Règlement 2015-07 a eu pour conséquence la réintégration des parts de marchés qui figuraient sur la ligne fonds de commerce au 31/12/2015 en écarts d'acquisition pour un montant net de 898 k€.

Le groupe a choisi de conserver les durées d'utilisation antérieurement déterminées pour tous les écarts d'acquisition inscrits au bilan consolidé à la clôture de l'exercice précédent soit un plan d'amortissement sur 15 ans.

Pour les nouveaux écarts d'acquisition comptabilisés à compter du 1er janvier 2016, le groupe a considéré qu'il n'y avait pas de limite prévisible à la durée pendant laquelle ils procureront des avantages économiques. Ces écarts d'acquisition ne sont donc pas amortis.

Ils font l'objet d'une dépréciation complémentaire si la valeur d'utilité est inférieure à la valeur nette comptable.

I – 3. Date de clôture

Les sociétés sont consolidées sur la base des comptes arrêtés au 31 décembre 2019.

I – 4. Méthodes et règles d'évaluation

Les comptes sociaux des sociétés consolidées, établis en accord avec les principes comptables et les réglementations de leur pays respectifs, font l'objet de retraitements pour se conformer aux principes comptables du groupe.

Les comptes consolidés respectent les principes suivants :

- Maintien des coûts historiques,
- Continuité d'exploitation,
- Indépendance des exercices,
- Permanence des méthodes.

I – 4 – 1. Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont évaluées à leur valeur d'acquisition. Les méthodes et durées d'amortissement retenues sont les suivantes :

- Logiciels	Linéaire	2 ans
- Droit au bail	Non amorti	
- Fonds de commerce	Non amorti	

Le droit au bail n'est pas amorti compte tenu de sa durée d'utilité non définie. Il fait en revanche l'objet d'un test de dépréciation en cas d'indicateur de perte de valeur.

I – 4 – 2. Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition.

Les amortissements sont pratiqués selon les normes permises par la législation fiscale et correspondent à la réalité économique. Le plan d'amortissement suivant est appliqué :

- Installations générales	5 à 8 ans
- matériels et outillages industriels	4 à 8 ans
- matériel et transport	3 ans
- matériel de bureau	1 à 5 ans

I – 4 – 3. Immobilisations financières

Ce poste est essentiellement constitué de dépôts et cautionnements versés, n'ayant pas lieu d'être dépréciés.

Par ailleurs, il comprend des titres de participation dans les sociétés non consolidées. Ceux-ci figurent au bilan à leur coût d'acquisition.

I – 4 – 4. Stocks

Les stocks sont évalués de la manière suivante :

- Véhicules neufs : prix d'achat et cout de transport
- Véhicules d'occasion : prix de reprise
- Pièces détachées : coût unitaire moyen pondéré

Une dépréciation est calculée pour les véhicules en fonction de leur valeur possible de réalisation sur le marché.

Le stock de pièces détachées est provisionné en fonction de leur rotation.

La méthode de valorisation des stocks VN et VO du groupe conduit à retenir comme valeur d'inventaire la valeur de réalisation commerciale probable qui prend en compte :

- Les conditions de vente du stock jusqu'à la date d'arrêté des comptes,
- La côte Argus à la clôture de l'exercice, corrigée de la marge supplémentaire escomptée sur le véhicule

I – 4 – 5. Créances clients et comptes rattachés

Les créances et les dettes sont valorisées à leur valeur nominale. Pour les créances, une dépréciation est pratiquée dès qu'apparaît une perte probable.

I – 4 – 6. Impôts différés

Conformément aux prescriptions du CRC n°99-02, le groupe comptabilise des impôts différés en cas :

- De différences temporaires entre les valeurs fiscales et comptables des actifs et passifs au bilan consolidé ;
- De reports déficitaires.

Les impôts différés sont calculés selon la méthode du report variable, en appliquant le dernier taux d'impôt en vigueur pour chaque société, c'est à dire 28 %.

Les actifs d'impôts différés ne sont pris en compte que si leur récupération est probable par suite de l'existence d'un bénéfice imposable attendu dans un futur proche.

Les positions d'impôts différés actives et passives sont compensées par entité fiscale.

I – 4 – 7. Trésorerie et valeurs mobilières de placement

Les valeurs mobilières de placement sont évaluées à leur coût d'achat ou de souscription, hors frais accessoires.

Une dépréciation est constituée lorsque la valeur de marché est inférieure à la valeur d'achat.

I – 4 – 8. Engagements pour indemnités de départ en retraite

L'ensemble des sociétés du groupe cotise à un fonds collectif de solidarité géré par le CEASAM.

Cette association prend en charge le versement du capital de fin de carrière dû au personnel aux conditions prévues par la Convention Collective du CNPA dans le cadre d'un fonds mutualisé.

I – 4 – 9. Distinction entre résultat exceptionnel et résultat courant

Le résultat courant est celui provenant des activités dans lesquelles l'entreprise est engagée dans le cadre de ses affaires ainsi que les activités annexes qu'elle assume à titre accessoire ou dans le prolongement de ses activités normales.

Le résultat exceptionnel résulte des événements ou opérations inhabituels distincts de l'activité et qui ne sont pas censés se reproduire de manière fréquente et régulière.

I – 4 – 10. Résultats par action

Le résultat par action correspond au résultat net consolidé – part du groupe – se rapportant au nombre moyen pondéré d'actions de la société mère, en circulation au cours de l'exercice.

Aucun instrument dilutif n'ayant été émis, le résultat dilué par action correspond au résultat par action.

I – 4 – 11. Retraitement des locations financement

Les biens dont les sociétés ont la disposition par contrat de crédit-bail ou de location financière n'ont pas été retraités dans les comptes consolidés.

Ils sont donc demeurés selon leur nature juridique.

II – Périmètre de consolidation

II – 1. Méthodes de consolidation :

Conformément à l'article L233.19 du nouveau Code de Commerce, les sociétés d'importance non significative sont exclues du périmètre de consolidation.

II – 2. Liste des sociétés consolidées :

1 – Société Consolidante

	Siège	N° Siren
SAS LGI	Rue de Feytiat 87000 Limoges	377 573 514 00017

2 – Intégration globale

	Siège	N° Siren	% intérêts
SAS PERICAUD AUTOMOBILES	123 Rue de Feytiat 87000 Limoges	40302687500019	99.97 %
SAS ESPACE PERICAUD AUTOMOBILES	123 Rue de Feytiat 87000 Limoges	41884509500021	99.34 %
SAS PERICAUD	6 Rue Edouard Goursat 87280 Limoges	32068645400044	99.62 %
LEMOVIC HOLDING PARTICIPATION	123 Rue de Feytiat 87000 Limoges	82267856100017	80.00 %
APS AUTOMOBILE SAS	60B Avenue de la Loge 86440 Migne-Auxances	34920320800054	80.00 %
ETS AUTOMOBILES SAS	19 Rue de Geneteau 79182 Chauray	50950461900032	80.00 %
SAS FONTENAY AUTO	39 Rue de Fontenay 85200 Pissote	53126555100014	80.00 %

3 – Mise en équivalence

Néant

4– Sociétés non consolidées

Néant

III – Comparabilité des comptes et faits majeurs

III – 1. Acquisitions :

Néant

III – 2. Cessions et restructurations :

Néant

III – 3. Faits majeurs :

Néant

IV – Détail des principaux postes du bilan et du compte de résultat

IV – 1. Immobilisations incorporelles :

Immobilisations brutes	Valeurs brutes au début de l'exercice	Augmen- tations	Diminu- tions	Autres	Variations de périmètre	Valeurs brutes à la fin de l'exercice
Frais d'établissement	0					0
Fonds de commerce	0					0
Concessions, brevets	69	40	(4)			105
Ecart d'acquisition	2 411					2 411
Autres	16					16
TOTAL	2 496	40	(4)	0	0	2 532

Amortissements	Valeurs au début de l'exercice	Augmen- tations	Diminu- tions	Autres	Variations de périmètre	Valeurs à la fin de l'exercice
Frais d'établissement	0					0
Fonds de commerce	0					0
Concessions, brevets	(60)	(14)	4			(70)
Ecart d'acquisition	(258)	(19)				(278)
Autres	0					0
TOTAL	(318)	(34)	4	0	0	(348)

Entreprises concernées	Date d'acquisition	Valeurs brutes	Amortissements et provisions	Valeurs nettes
Péridaud Automobiles Land Rover Limoges	2001	115		115
Espaces Péridaud Auto Saab Limoges	1998	9	4	5
Espaces Péridaud Auto Mitsubishi Limoges	2006	76		76
Espaces Péridaud Auto Subaru Limoges	2016	186	72	114
Espaces Péridaud Auto Jeep Limoges	2018	45		45
Péridaud SAS Seat Skoda Limoges	1993	15		15
Péridaud SAS Seat Skoda Brive	2004	108		108
Péridaud SAS VW-Audi-VUL	2009	500		500
Péridaud Seat Skoda Angoulême	2015	80		80
APS Ford Poitiers	2016	120		120
ETS Ford Niort	2016	292		292
Fontenay Auto Ford Pissotte	2016	92		92
Total		1 638	76	1 562

IV – 2. Immobilisations corporelles :

Immobilisations brutes	Valeurs brutes au début de l'exercice	Augmen-tations	Diminutions	Autres	Variations de périmètre	Valeurs brutes à la fin de l'exercice
Terrains	79					79
Constructions	2 559	15		6		2 581
Installations techniques	1 826	76	(6)			1 897
Autres immobilisations corporelles	2 612	154	(2)			2 764
Immobilisations en cours	14	33		(6)		41
TOTAL	7 090	278	(7)	-	-	7 361

Amortissements	Valeurs au début de l'exercice	Augmen- tations	Diminu- tions	Autres	Variations de périmètre	Valeurs à la fin de l'exercice
Terrains	(47)	(6)				(53)
Constructions	(1 428)	(197)				(1 626)
Installations techniques	(1 515)	(96)	2			(1 609)
Autres immobilisations corporelles	(1 574)	(246)	1			(1 819)
Immobilisations en cours	0					
TOTAL	(4 564)	(545)	4	0		(5 106)

IV – 3. Immobilisations financières :

Immobilisations brutes	Valeurs brutes au début de l'exercice	Augmen- tations	Diminu- tions	Autres	Variations de périmètre	Valeurs brutes à la fin de l'exercice
Titres de participation	0	0				0
Actifs en cours de cession	0					0
Titres mis en équivalence	0					0
Autres immobilisations financières	462	102	(26)	0		539
TOTAL	462	103	(26)	0	0	540

Les autres immobilisations financières correspondent à des dépôts et cautionnements.

Amortissements et provisions	Valeurs au début de l'exercice	Augmentations	Diminutions	Autres	Variations de périmètre	Valeurs à la fin de l'exercice
Titres non consolidés	0					0
Autres immobilisations financières	0					0
TOTAL	0	0	0	0	0	0

IV – 4. Stocks :

	Valeurs brutes 31.12.2019	Dépréciations	Valeurs nettes 31.12.2019	Valeurs nettes 31.12.2018
Matières premières				
En cours	93		93	34
Produits finis				
Marchandises	34 674	(1 205)	33 469	33 516
TOTAL	34 766	(1 205)	33 561	33 550

IV – 5. Créances :

	Valeurs brutes 31.12.2019	Dépréciations	Valeurs nettes 31.12.2019	Valeurs nettes 31.12.2018
Avances et acomptes versés	46		46	144
Clients et comptes rattachés	4 251	(114)	4 138	4 392
Comptes courants débiteurs				
Débiteurs divers	2 833		2 833	2 396
Créances IS	735		735	732
Créances sociales et fiscales	390		390	340
Charges constatées d'avance	705		705	572
Impôt différé actif	196		196	272
Valeurs brutes	9 156	(114)	9 042	8 848

Echéancier des créances

	Valeurs brutes	< 1 an	> 1 an
Avances et acomptes versés	46	46	
Clients et comptes rattachés	4 251	4 138	114
Comptes courants débiteurs			
Débiteurs divers	2 833	2 833	
Créances IS	735		735
Créances sociales et fiscales	390	390	
Charges constatées d'avance	705	705	
Impôt différé actif	196	42	154
TOTAL	9 156	8 152	1 003

IV – 6. Capitaux propres :

TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDES (Part du Groupe)									
	Capital	Primes	Réserves Consolidées	Résultat de l'exercice	Autres			Total des Capitaux propres	Minoritaires
					Ecart de Conversion	Titres de l'entreprise consolidante	Total autres		
Situation à la Clôture 2016	300	518	5 910	607				7 335	66
Autre		118	489	-607					-6
Résultat 2016				415				415	84
Résultat 2017		-115						-115	
Distributions									
Situation à la Clôture 2017	300	521	6 399	415				7 635	144
Autre		35	380	-415					
Résultat 2017				286				286	1
Résultat 2018									
Distributions									
Situation à la Clôture 2018	300	556	6 779	286				7 921	145
Autre									
Résultat 2018		178	108	-286					
Résultat 2019				181				181	17
Distributions									
Situation à la Clôture 2019	300	734	6 887	181				8 102	162

IV – 7. Provisions pour risques et charges :

A – Détail des provisions pour risques et charges

	31.12.2019	31.12.2018
Provisions pour litiges	0	9
Provisions pour garanties données	15	6
Provisions pour restructurations		
Provisions pour autres risques et charges	25	25
TOTAL	39	39

B – Flux des provisions

Provisions	Montant au début de l'exercice	Dotations	Reprises	Autres	Variations de périmètre	Montant à la fin de l'exercice
Provisions pour risques et charges	39	15	(15)			39
Ecarts d'acquisition négatifs						
Impôts différés passifs						
TOTAL	39	15	(15)			39

IV- 8. Dettes financières :

A – Détail et échéance des dettes financières

	31.12.2019	31.12.2018
Concours bancaires à court terme	3 011	9 723
Emprunts à moins d'un an	1 498	1 399
Emprunts à plus d'un an et moins de 5 ans	11 189	3 116
Emprunts à plus de cinq ans	979	469
Crédit bail immobilier		
Crédit bail mobilier		
Emprunt obligataire		
Intérêts courus non échus	2	2
Comptes courants créditeurs		
TOTAL	16 680	14 709

B – Flux des dettes financières

Dettes financières	Montant au début de l'exercice	Augmen- tations	Diminu- tions	Autres	Variations de périmètre	Montant à la fin de l'exercice
Emprunts auprès des Etablissements de crédit	4 612	2 825	(1 153)	(59)		6 225
Dettes participation salariés						
Emprunt obligataire						
Emprunt						
Autres emprunts						
Crédit-bail immobilier						
Crédit-bail mobilier						
Dettes financières diverses	372	1 804	(465)	5 731		7 441
Intérêts courus non échus	2	2	(2)			2
TOTAL	4 986	4 630	(1 620)	5 672		13 669

NB : la différence avec le détail IV-8-a provient des concours bancaires à court terme et des comptes courants créditeurs.

Du fait d'un changement de présentation des financements de stocks par le CGI, les montants initialement comptabilisés en concours bancaires en 2018 ont été reclassés en dettes financières diverses ; l'impact est de 5 672 k€ à l'ouverture de l'exercice.

IV- 9. Contribution au résultat par société :

Catégorie d'engagement	LGI	Péridaud Auto.	Espace Péridaud	Péridaud SAS	LHP	APS	ETS	Font	TOTAL
Résultat social avant retraitements	91	178	-59	69	-3	61	97	-41	392
(-) Dot Amort/Fds de cce				-19					-19
(+/-) Var Marge/stock									0
(+/-) Provisions/stock									0
(+/-) Var prov IDR									0
(+) ECP									0
(-) ECA									0
(+) Provecart de change									0
(+/-) Retraitement Crédit bail									0
(+/-) Var IS de situation									0
(+/-) Var IS différé	-46	-1		3	6	-10	-27		-76
Distributions intra-groupe/ex	-100								-100
Autres									0
Total des retraitements	-146	-1	0	-16	6	-10	-27	0	-195
Résultat retraité	-56	176	-59	53	2	51	70	-41	197
Intérêts minoritaires/stés en IG		0	0	0	0	-10	-14	8	-17
Intég proport /MEE (QP exclue)									0
(-) Amort/écart d'acqu. positifs									0
(+) Rep/ecart d'acquisition négatif									0
Résultat consolidé Groupe	-56	176	-59	53	2	41	56	-33	181
Rappel Résultat consolidé Groupe N-1	165	164	-135	85	1	57	43	-94	286

IV- 10. Chiffre d'affaires consolidé :

La société exerce dans un seul secteur d'activité : ventes au détail, en France quasiment exclusivement, de véhicules neufs, d'occasion, de pièces détachées, d'huile et de réparations de véhicules.

Le chiffre d'affaires consolidé 2019 s'élève à 125 602 k euros, soit une augmentation de 3 635 k euros par rapport à 2018.

IV- 11. Effectif :

Effectif moyen	31/12/2019	31/12/2018
Cadres	54	49
Agents de maîtrise	66	66
Employés	61	58
Ouvriers	72	66
TOTAL	253	239

IV-12. Preuve d'impôt :

	Base	Impôt
Résultat net à 100% des entreprises intégrées	197	
Charge d'IS social	-7	
Charge d'impôt différé	76	
Charge d'impôt	69	
Résultat avant impôt	266	
Impôt théorique calculé		75
Charges non déductibles		1
Divers		-5
Crédit d'impôt		-7
Ecritures de consolidation		5
Charge d'impôt effective		69

IV-13 : Résultat financier :

Montant en K €	31/12/2019	31/12/2018
Produits financiers		
Autres produits de participation		
Autres produits financiers	23	17
Total	23	17
Charges financières		
Intérêts et charges financiers	323	333
Total	323	333
Résultat financier	(300)	(316)

IV-14. Résultat exceptionnel :

Autres produits except.	2	9
Produits except. sur exercices antérieurs	58	6
Total	64	409
Charges exceptionnelles		
Charges except. sur opérations de gestion	17	30
Valeur nette des immobilisations incorp corp cédées	4	35
Valeur nette des immobilisations financières cédées		1
Dotation prov. Pour risques et charges except.		36
Autres charges exceptionnelles	2	
Charges except. sur exercices antérieurs		
Total	23	102
Résultat exceptionnel	41	308

V- Engagements hors bilan :

Dettes garanties par des sûretés réelles	Dettes garanties	Montant des sûretés	Valeur comptable nette des biens donnés en garantie
Emprunts et dettes auprès d'éts de crédit PERICAUD AUTO	729	1 020	450
Emprunts et dettes auprès d'éts de crédit ESPACE PERICAUD	161	250	114
	890	1 270	564